



par Hélène Lévesque

«C'est la question des femmes qui devra être au coeur des grands débats du mouvement syndical pour les cinq ou même les dix prochaines années. Si nous ne sommes pas capables de provoquer ce débat-là, et de déboucher sur une nouvelle pratique qui tienne compte des revendications et du fonctionnement des femmes, je ne donne pas cher de l'avenir du mouvement, de l'authenticité de sa démocratie surtout. Et je ne suis pas la seule à penser ça.»

Elle s'arrête, comme frappée soudain par la gravité, la portée de ce qu'elle vient de dire, secoue sa tignasse qui lui fait une blondeur de fausse fragile. Une coriace en réalité, Nicole, une vraie couenne dure qui, à 35 ans, n'a pas trop mal survécu à des années de pratique syndicale sans compromis majeurs pour son engagement féministe. Une folle aussi, qui tente de concilier syndicalisme, socialisme et féminisme, comme si ça se pouvait! En début d'été dernier, elle comptait parmi ces militantes en colère qui endossaient le texte-manifeste «Nous aurons les chefs qu'ils voudront», au congrès d'orientation de la Centrale de l'enseignement du Québec.

CEQ : magouillages et manipulation

«Tu comprends, nous ne pouvons pas laisser faire ça sans réagir, en toute honnêteté, tous ces magouillages qui entoureraient le choix d'un successeur à Gaulin. Si la candidature de Charbonneau était arrivée autrement, si un adversaire valable lui avait été opposé, si l'élection avait donné lieu à un bon débat, nous avait permis de comparer deux plateformes électorales et de choisir, alors oui. Mais ces négociations qui se déroulaient en dehors de nous, à notre insu, non.»

On se souvient du contexte : le président démissionnaire Robert Gaulin n'avait toujours pas, au moment du dépôt des candidatures, de successeur potentiel, en dépit de rumeurs persistantes autour d'un retour possible de l'ex-président, Yvon Charbonneau. À la dernière minute, candidature surprise d'un jeune délégué de la région de Montréal, un parfait inconnu... qui se retirera d'ailleurs rapidement de la course, alléguant qu'il n'avait voulu que «forcer, par son geste, le retour de Gaulin...» Tor-dage de bras ? Accroc à

la mise en scène ? Vérité ? De toute façon, le retrait de l'inconnu laissait la place libre à la candidature de Charbonneau qui redevenait, faute d'adversaire, le président de la Centrale. Rideau.

Conscientes d'avoir été flouées, manipulées, des militantes réagissent avant même la fin de cette comédie et produisent collectivement – elles seront une centaine à l'endosser – un texte-manifeste qui sera lu sur le plancher du congrès. Dans le ronron des chicanes de procédures, des habituels affrontements entre tendances, des tractations de coulisses, ce que ces femmes avaient à dire venait se fracasser au milieu de l'assemblée sidérée, avec la discrétion d'un pavé dans la mare aux canards.

«On nous a laissé croire à un combat de chefs qui devait être épique, voire mortel (...), il ne fallait rien ménager pour que des Sauveurs nous soient donnés. Bien sûr, on va voter. Mais même celles et ceux qui vont perdre le savent déjà et sont d'accord : nous aurons les chefs qu'ils voudront ! Mais qui sont ces «ILS» ? En tout cas, pas nous ! Pas les délégués dont les mandats sont aussi fermés qu'une boîte de sardines ; pas les militantes de la structure intermédiaire qui pourtant sont l'ossature de la vie syndicale ; pas les membres à la base pour qui rien n'est prévu parce que dans cette

pièce à petit budget, il n'y a pas de figurant.

On va nous dire que la démocratie, même syndicale, a ses limites. Mais pour nous, elle devrait être le pivot de nos luttes. On nous répète constamment qu'on est en crise. ET POUR LES FEMMES C'EST DE PLUS EN PLUS GRAVE : elles sont frappées plus que jamais par le chômage, les coupures budgétaires, la prolifération du travail à temps partiel, l'absence de garderies ; elles sont confrontées à une offensive de taille qui consiste à les ramener à leurs rôles traditionnels de mères, d'épouses et de ménagères. On nous mobilise pour porter des pancartes, mais pas pour choisir nos chefs. (...) Sommes-nous seules à exiger la clarté des enjeux ? Sommes-nous seules à exiger la vérité des affrontements ? Sommes-nous seules à exiger l'authenticité des engagements ? Pour le moment, peut-être. Mais notre complicité avec le silence ne peut plus servir, aujourd'hui plus que jamais, ni le syndicalisme ni les conditions de militance et encore moins la cause des femmes.»

Parmi les délégués qui se sont levés pour applaudir (le quart peut-être de l'assistance), il y avait bien sûr des femmes, mais aussi des hommes. Et parmi ceux qui ont manifesté leur désaccord, ou

LA LONGUE MARCHÉ DES «FILLES DE SYNDICATS»

leur stupéfaction, en restant rivés à leur siège, des hommes bien sûr, mais aussi des femmes...

La cause des femmes à la CEQ est encore loin d'être gagnée. Elle peut compter, pour la servir, sur la vigilance de la vice-présidente Marie Gagnon, qui s'y est fermement engagée dans son discours d'acceptation. Et sur le flair politique d'un Charbonneau acheteur et défenseur de causes à la fois justes et rentables, à la condition qu'on sache les lui vendre avec des arguments de poids. Aux militantes de la CEQ d'y parvenir. Elles devront cependant composer avec ce facteur de moins en moins négligeable que constitue le vieillissement des effectifs de la centrale. Le membre CEQ moyen a maintenant dépassé la quarantaine, ses revenus sont confortables, sa famille élevée ou presque. Dans ces conditions, il devient de plus en plus ardu de lui vendre les luttes pour l'expansion du réseau de garderies, l'avortement et la contraception libres et gratuits, etc.

**CSN :
un
militantisme
viril**

On aurait dit qu'elles s'étaient donné le mot, les «filles de syndicats». Qu'elles en étaient arrivées, au même moment, au point de saturation. La déclaration des militantes CEQ avait en effet été précédée de peu par le solide et percutant rapport du comité de condition féminine de la CSN, déposé au congrès de mai. Les auteures du rapport, en plus de dresser l'habituel bilan des réalisations du comité et de prévoir des pistes d'action, consacraient un important chapitre à la remise en question du style de militantisme pratiqué à la CSN. Un militantisme indécrottablement mâle, d'initiés, de conversations «viriles», de négociations à la «mon père-est-plus-fort-que-le-tien». Bref, de bons gars entre eux.

«Les militantes deviennent de plus en plus critiques face au type de syndicalisme tel qu'il est vécu dans la centrale : un syndicalisme fait par et pour les hommes. La très grande centralisation des tâches exige de ceux ou celles qui y adhèrent d'y consacrer leur vie... ou presque. (...) Pour les militantes qui ont réussi à s'introduire dans ce monde autoritaire, macho et sectaire, la désillusion a souvent été amère. (...) Les femmes se sentent isolées des autres femmes dans le milieu syndical. Elles trouvent les hommes plus exigeants par rapport aux femmes : non

seulement pour le travail syndical, mais pour leur vie, leurs moeurs, leur comportement en général.» (Extrait du rapport)

Les sondages menés depuis deux ans par le comité de condition féminine (auprès des membres d'exécutifs locaux, du Bureau confédéral, du Conseil confédéral) ont permis d'établir que si la participation des femmes aux diverses instances augmente régulièrement, elle reste cependant très inférieure à celle des hommes, en dépit du fait qu'elles représentent 44% du membership de la centrale. À la CSN comme ailleurs, la majorité des femmes employées le sont au soutien administratif : elles répondent au téléphone, trient le courrier, tapent à la machine.

Les profils-types du militant et de la militante CSN contrastent singulièrement. Alors que le premier est plutôt d'âge moyen, marié et père de famille, la seconde est jeune (la trentaine), célibataire, sans enfants. Le premier peut compter sur sa femme pour s'occuper des enfants, entretenir sa maison, voir aux menus détails de la vie quotidienne. La seconde ne peut compter que «sur ses propres moyens». Et la militante mariée ? Le rapport nous en dresse un portrait proprement effarant :

«Elle a un enfant de huit ans et elle consacre trente-cinq heures par

semaine à faire des tâches domestiques et à s'occuper de son enfant, en plus de sa semaine de 40 heures et de ses activités syndicales.»

Dans ces conditions, ce n'est plus du peu de militantisme dont les femmes font censément preuve qu'il faudrait s'étonner, mais bien plutôt du fait qu'il existe encore des militantes ! Des militantes au courage si quotidien, si familier, qu'on a cessé de le voir, qu'on ne s'en étonne plus.

C'est tout ce contexte de militance syndicale en dehors de la vie des femmes que le comité de condition féminine a réussi à interroger lucidement. Une belle gang de «filles de syndicats», qui refusent qu'on se serve d'elles pour justifier l'image «progressiste» de leur centrale : «Souvent ça fait l'affaire de la centrale d'avoir des comités de la condition féminine. Ça paraît bien. Mais du moment que nous débordons du cadre de nos maternités et de nos enfants, du moment qu'on aborde des thèmes plus généraux ou qu'on discute de nos conditions de vie, il y en a plus d'un qui préférerait qu'on se taise.»

Elles sont bien parties pour ne plus se taire, les «filles». Bien déterminées à forcer le respect des boss, syndicaux ou patronaux, et celui des chers camarades. Les cinq ou dix prochaines années, Nicole ?